



RÉNOVATION DES AMPHITHÉÂTRES ET MISE EN
SÉCURITÉ INCENDIE DES BÂTIMENTS M1 ET P1
DE LA CITÉ SCIENTIFIQUE

NOVEMBRE 2025

DCE

Charte de Chantier Propre

BATIMENTS M1-P1 CITE SCIENTIFIQUE

Université de Lille

CHARTRE DE CHANTIER PROPRE

PHASE DCE

Indice	Date	Objet	Auteurs
A	07/11/2025	Création du document	Julien LECOMTE

SOMMAIRE

1.	Introduction et objectif de la charte	4
2.	Champ d'application et engagement des entreprises	5
2.1.	Champ d'application	5
2.2.	Engagement des entreprises.....	5
3.	Organisation du chantier et propreté générale.....	6
3.1.	Installation et organisation du chantier	6
3.2.	Propreté quotidienne	6
3.3.	Stockage et manutention des matériaux	6
3.4.	Gestion des eaux et pollutions accidentelles	6
3.5.	Clôture et propreté en fin de travaux	7
4.	Gestion des nuisances	8
4.1.	Nuisances sonores et vibratoires	8
4.2.	Nuisances liées à la poussière et à la qualité de l'air	8
4.3.	Nuisances visuelles et propreté extérieure.....	8
4.4.	Nuisances olfactives et émissions polluantes.....	8
4.5.	Nuisances liées au trafic et à la logistique	9
5.	Gestion des déchets et économie circulaire.....	10
5.1.	Principes généraux	10
5.2.	Tri et stockage sur site	10
5.3.	Traçabilité et exutoires	11
5.4.	Réemploi et valorisation des matériaux	11
5.5.	Réduction à la source	12
5.6.	Bonnes pratiques et contrôles	12
6.	Suivi des consommations d'eau et d'électricité	13
6.1.	Objectifs généraux	13
6.2.	Suivi et relevés	13
6.3.	Bonnes pratiques à promouvoir	13
7.	Transport, circulation et stationnement	14
7.1.	Principes généraux	14
7.2.	Accès et circulation des véhicules	14
7.3.	Stationnement	14
7.4.	Livraison et manutention	14
7.5.	Prévention des pollutions liées au transport.....	14
8.	Santé, sécurité et conditions de travail.....	16
8.1.	Principes généraux	16
8.2.	Produits et substances dangereuses	16
8.3.	Conditions de travail et hygiène	16
8.4.	Coordination et sensibilisation	16
9.	Suivi, contrôle et amélioration	17
9.1.	Organisation du suivi	17
9.2.	Non-conformités et actions correctives	17
9.3.	Amélioration continue	17
10.	Engagement du titulaire	18

1. INTRODUCTION ET OBJECTIF DE LA CHARTE

Le présent document constitue la Charte Chantier à Faibles Nuisances / Chantier Propre relative aux travaux de réhabilitation et mise en sécurité incendie des bâtiments M1 et P1 de l'Université de Lille.

Ces interventions visent à moderniser les espaces d'enseignement et à améliorer les performances fonctionnelles et techniques des amphithéâtres existants.

L'Université souhaite affirmer une démarche responsable en matière de propreté, de gestion des déchets et de réduction des impacts environnementaux liés au chantier.

La charte vise à encadrer les pratiques des entreprises afin d'assurer un chantier maîtrisé, propre, sécurisé et respectueux de son environnement immédiat.

Elle s'inscrit dans la volonté de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Œuvre de :

- › Limiter les nuisances visuelles, sonores et polluantes vis-à-vis du reste du campus ;
- › Favoriser la valorisation et le réemploi des matériaux dans une logique d'économie circulaire ;
- › Garantir un chantier bien organisé, ordonné et sûr pour les intervenants ;
- › Assurer une traçabilité et une bonne gestion des déchets produits pendant les travaux.

Le présent document s'applique à toutes les entreprises intervenant sur le chantier, titulaires et sous-traitantes.

Elle précise les principes, règles et bonnes pratiques à respecter depuis l'installation jusqu'à la réception des travaux.

Elle ne se substitue pas aux documents réglementaires (PPSPS, Plan de Gestion des Déchets, etc.), mais les complète en formalisant les engagements environnementaux et comportementaux communs à l'ensemble des acteurs du chantier.

Chaque entreprise s'engage à :

- › Prendre connaissance de la présente charte et à la diffuser à son personnel
- › Respecter les prescriptions qui y figurent
- › Participer au suivi et à l'amélioration continue des pratiques sur le chantier

2. CHAMP D'APPLICATION ET ENGAGEMENT DES ENTREPRISES

2.1. Champ d'application

La présente charte s'applique à l'ensemble des opérations de réhabilitation des amphithéâtres et de mise en sécurité incendie des bâtiments M1 et P1 de l'Université de Lille, depuis l'installation du chantier jusqu'à la réception des travaux.

Elle concerne toutes les entreprises titulaires et leurs sous-traitants, quel que soit leur corps d'état ou la durée de leur intervention.

Les prescriptions de la charte s'appliquent à :

- › La gestion du chantier (propreté, organisation, stockage, circulation, sécurité) ;
- › La prévention des nuisances (bruit, poussières, déchets, rejets) ;
- › La gestion et la traçabilité des déchets ;
- › La sécurité et les conditions de travail des intervenants ;
- › Le suivi et l'amélioration continue des pratiques.

2.2. Engagement des entreprises

Chaque entreprise intervenant sur le chantier s'engage à :

- › Prendre connaissance de la charte et à en appliquer les dispositions pendant toute la durée de son intervention ;
- › Diffuser l'information auprès de ses équipes et de ses sous-traitants ;
- › Mettre en place les moyens humains et matériels nécessaires pour atteindre les objectifs fixés (tri des déchets, stockage adapté, propreté, prévention des risques, etc.) ;
- › Collaborer activement avec la maîtrise d'œuvre, le coordinateur SPS et le pilote de chantier sur toutes les questions relatives à l'environnement, la propreté et la sécurité ;
- › Participer aux contrôles et bilans de suivi (audits, visites, fiches de non-conformité, retours d'expérience).

La signature de la présente charte par chaque entreprise vaut engagement formel à respecter l'ensemble de ces prescriptions.

Tout manquement constaté pourra faire l'objet d'une demande corrective immédiate, voire de mesures contractuelles en cas de récidive. Ils seront sanctionnés par des pénalités prévue au CCAP.

3. ORGANISATION DU CHANTIER ET PROPRETE GENERALE

3.1. Installation et organisation du chantier

L'organisation du chantier doit permettre de garantir des conditions de travail sûres, propres et ordonnées, tout en limitant les impacts sur l'environnement immédiat du site universitaire.

Les entreprises veilleront à :

- › Maintenir un plan d'installation de chantier à jour, précisant les zones de stockage, de stationnement, de bennes et de cheminements
- › Optimiser l'occupation de l'emprise afin d'éviter tout débordement ou stockage sauvage
- › Assurer une signalétique claire et lisible, notamment pour les zones d'accès, les risques particuliers et les consignes de sécurité
- › Veiller à la propreté des abords du chantier, notamment des voies de circulation utilisées pour les livraisons

3.2. Propreté quotidienne

Le maintien d'un chantier propre constitue un objectif permanent.

Chaque entreprise est responsable du nettoyage quotidien de sa zone d'intervention et doit participer aux opérations de nettoyage général organisées par le pilote de chantier.

Les bonnes pratiques incluent notamment :

- › Le ramassage régulier des chutes, emballages et déchets de production
- › Le balayage et nettoyage des zones de passage et de travail
- › L'interdiction de rejets liquides, boues ou produits polluants dans les réseaux d'eaux pluviales ou sanitaires
- › La mise à disposition de bennes et contenants adaptés, identifiés selon la nature des déchets (tri à la source)

Le pilote de chantier ou le coordinateur désigné effectuera des contrôles hebdomadaires de propreté, avec diffusion d'un relevé des non-conformités et suivi des actions correctives.

3.3. Stockage et manutention des matériaux

- › Les zones de stockage doivent être délimitées, stables et facilement accessibles.
- › Les matériaux sensibles (isolants, produits à base de plâtre, bois, etc.) seront protégés des intempéries.
- › Les produits dangereux (peintures, solvants, colles, etc.) doivent être stockés dans des armoires ou zones sécurisées, avec fiches de données de sécurité disponibles sur site.
- › Les matériaux réutilisables ou valorisables seront identifiés et conservés dans des conditions évitant toute dégradation inutile.

3.4. Gestion des eaux et pollutions accidentelles

Les eaux de lavage ou de nettoyage ne doivent en aucun cas être déversées dans le réseau d'eaux pluviales.

En cas de déversement accidentel, l'entreprise concernée doit prévenir immédiatement le pilote de chantier et mettre en œuvre les moyens de confinement et de nettoyage appropriés.

Les engins et véhicules doivent être entretenus régulièrement pour éviter toute fuite d'huile ou de carburant sur le site.

3.5. Clôture et propreté en fin de travaux

À la fin de chaque phase ou à la réception du chantier :

- › Les zones d'intervention doivent être nettoyées et débarrassées de tout déchet
- › Les équipements provisoires (bennes, barrières, installations de chantier) doivent être retirés proprement
- › Un constat contradictoire de propreté pourra être réalisé entre la maîtrise d'œuvre et l'entreprise concernée

4. GESTION DES NUISANCES

Les travaux de réhabilitation et de mise en sécurité incendie des bâtiments M1 et P1 s'effectuent dans un environnement universitaire dense, à proximité d'espaces d'enseignement, de circulation et de vie étudiante.

Bien que certaines interventions se déroulent hors site occupé, une co-activité ponctuelle est prévue avec les étudiants et le personnel du campus, notamment lors des travaux de mise en sécurité incendie des bâtiments.

Les entreprises devront donc faire preuve de vigilance et de rigueur pour limiter l'ensemble des nuisances susceptibles d'affecter le confort, la sécurité et la continuité d'usage des bâtiments environnants.

4.1. Nuisances sonores et vibratoires

Les interventions bruyantes (perçage, sciage, découpe, démolition ponctuelle, etc.) devront être planifiées en coordination avec la maîtrise d'ouvrage et les responsables du site universitaire, afin de limiter leur impact sur les activités d'enseignement.

Dans la mesure du possible, ces travaux seront réalisés sur des plages horaires compatibles avec la présence du public (par exemple, en dehors des périodes de cours ou de forte affluence).

Les entreprises utiliseront des outils et matériels récents, entretenus et conformes aux normes acoustiques, et couperont les moteurs à l'arrêt.

En cas de travaux exceptionnellement bruyants, une information préalable sera transmise aux usagers concernés via la maîtrise d'ouvrage et les responsables du site universitaire.

4.2. Nuisances liées à la poussière et à la qualité de l'air

Les opérations générant des poussières (ponçage, perçage, sciage, nettoyage à sec) devront être confinées ou accompagnées de dispositifs d'aspiration à la source.

Une ventilation adaptée sera assurée dans les zones sensibles ou à proximité des espaces encore occupés.

Les sols, couloirs et accès extérieurs seront nettoyés régulièrement afin d'éviter tout transfert de poussière hors zone de chantier.

Les produits volatils (peintures, colles, solvants) doivent être utilisés avec précaution, conformément aux fiches de données de sécurité, en assurant une aération efficace.

4.3. Nuisances visuelles et propreté extérieure

Le chantier doit présenter en permanence une image soignée et ordonnée, en cohérence avec le caractère universitaire du site.

Les zones visibles depuis les cheminements étudiants ou les façades seront bâchées, clôturées ou habillées de manière propre et sécurisée.

Les clôtures et palissades seront entretenues tout au long du chantier, sans affichage ni dépôt hors zones autorisées.

Les abords immédiats du chantier feront l'objet d'un nettoyage régulier pour éviter tout désordre visuel.

4.4. Nuisances olfactives et émissions polluantes

L'utilisation de produits à forte odeur (peintures, résines, solvants) devra être planifiée et signalée, en privilégiant les périodes creuses d'occupation.

Les engins, véhicules et matériels thermiques devront être en bon état de fonctionnement, afin de limiter les émissions polluantes.

Tout brûlage de déchets ou évacuation non conforme est strictement interdit.

4.5. Nuisances liées au trafic et à la logistique

La co-activité entre les flux du chantier et ceux des usagers du campus impose une organisation rigoureuse des livraisons et déplacements.

Les entreprises doivent respecter le plan de circulation interne, les zones de stationnement et les horaires définis par la direction du site.

Les livraisons seront planifiées et regroupées dans la mesure du possible pour réduire le trafic et éviter les obstructions de voies.

Les cheminements piétons et accès d'urgence devront rester libres en permanence et signalés de manière claire.

5. GESTION DES DECHETS ET ECONOMIE CIRCULAIRE

La bonne gestion des déchets constitue un enjeu prioritaire du chantier.

Elle vise à réduire la quantité de déchets produits, à favoriser leur tri et leur valorisation, et à encourager le réemploi des matériaux lorsque cela est possible.

Cette démarche s'inscrit dans la volonté de l'Université de Lille de promouvoir une économie circulaire dans ses opérations de réhabilitation.

5.1. Principes généraux

Chaque entreprise est responsable des déchets qu'elle génère.

Elles doivent :

- › Assurer le tri à la source selon les catégories de déchets
- › Evacuer vers des filières agréées et en fournir la traçabilité
- › Limiter la production de déchets par une meilleure planification et un usage raisonné des matériaux
- › Eviter tout dépôt sauvage, brûlage ou mélange entre déchets dangereux et non dangereux

Le plan de gestion des déchets de chantier ou SOGED constitue le document de référence, mais la présente charte en précise les engagements pratiques et les comportements attendus.

Un Plan d'Assurance Environnement (PAE) est transmis en annexe du présent document. Il est à compléter et à remettre par les entreprises dans le cadre de leur rendu d'offre.

5.2. Tri et stockage sur site

Le tri des déchets est obligatoire.

Des bennes ou contenants distincts doivent être mis à disposition, clairement identifiés, et situés sur des zones stabilisées et sécurisées.

Les principales catégories à séparer sont :

- › Gravats inertes (béton, briques, tuiles, céramiques) ;
- › Métaux (acier, aluminium, cuivre, etc.) ;
- › Bois (panneaux, charpente, menuiseries) ;
- › Plâtre et plaques de plâtre ;
- › Déchets non dangereux non inertes (DNDNI) ;
- › Déchets dangereux (DD) : peintures, solvants, aérosols, colles, huiles, filtres, lampes, DEEE, etc.
- › Déchets valorisables spécifiques (câbles, verre, moquette, etc.) selon les filières disponibles.

Les bennes seront bâchées ou couvertes pour éviter les envols et ruissellements, et leur emplacement devra être accessible pour les camions de collecte sans gêner la circulation interne.

Déchets non dangereux, inertes



Déchets dangereux



Déchets non dangereux, non inertes



5.3. Traçabilité et exutoires

Chaque entreprise doit fournir :

- › Les bordereaux de suivi des déchets (BSD) pour les filières réglementées (à transmettre mensuellement à la maîtrise d'œuvre d'exécution et le BE environnement)
- › Les pesées ou justificatifs de valorisation fournis par les exutoires
- › La liste des prestataires agréés utilisés pour le transport et le traitement

Le coordinateur chantier vérifie la cohérence des volumes et des filières utilisées au regard de l'avancement des travaux.

L'objectif global du chantier est de maximiser le taux de valorisation des déchets, avec un suivi régulier par la maîtrise d'œuvre. Concernant ce sujet, il est attendu un tableau de suivi de la valorisation de manière trimestrielle.

5.4. Réemploi et valorisation des matériaux

Dans la mesure du possible, les entreprises doivent identifier les matériaux ou équipements pouvant être réemployés ou valorisés, tels que :

- › Eléments de mobilier ou d'aménagement récupérables
- › Luminaires, gaines ou équipements techniques en bon état
- › Panneaux de bois, cloisons, menuiseries, dalles, etc...

Ces matériaux pourront être :

- › Réutilisés sur le site (dans d'autres locaux du campus ou du projet)
- › Ou dirigés vers des structures de réemploi ou des plateformes de valorisation locales

La maîtrise d'ouvrage encourage les entreprises à proposer des initiatives en ce sens (don, réemploi, tri spécifique).

5.5. Réduction à la source

Les entreprises sont invitées à limiter la production de déchets en :

- › Optimisant les quantités commandées (éviter les surplus inutiles)
- › Réduisant les emballages et privilégiant les produits en vrac ou consignés
- › Planifiant les approvisionnements pour éviter les rebuts et pertes sur chantier

5.6. Bonnes pratiques et contrôles

Les zones de tri et de stockage feront l'objet de visites régulières par le pilote de chantier.

Les non-conformités (mauvais tri, débordement, mélange de flux, dépôt sauvage) feront l'objet d'un signalement immédiat et devront être corrigées sous 48 heures.

Un bilan de valorisation sera établi en fin de chantier, permettant d'identifier le taux de valorisation atteint et les enseignements à capitaliser pour les projets futurs.

Un objectif minimum de valorisation matière et énergétique de 75% (en poids) est à atteindre sur l'opération.

6. SUIVI DES CONSOMMATIONS D'EAU ET D'ELECTRICITE

La maîtrise des consommations de ressources pendant les travaux constitue un axe essentiel d'un chantier à faibles nuisances.

Les entreprises doivent veiller à un usage raisonné de l'eau et de l'électricité, et contribuer à leur suivi afin d'en limiter les gaspillages.

6.1. Objectifs généraux

- Assurer une consommation maîtrisée des ressources tout au long du chantier.
- Identifier et suivre les postes les plus consommateurs (base vie, chantier, etc...)
- Promouvoir une utilisation responsable et un comportement économe de la part de l'ensemble des intervenants.

6.2. Suivi et relevés

Des compteurs dédiés ou sous-compteurs d'eau et d'électricité seront installés sur le chantier : à minima, 1 compteur base vie et 1 compteur chantier pour l'électricité et pour l'eau.

Les données seront relevées mensuellement et consignées dans une fiche de suivi transmise à la maîtrise d'œuvre et au BE environnement.

Ces relevés permettront d'identifier d'éventuelles dérives et de mettre en place des actions correctives (réglages d'équipements, sensibilisation, fuites, veille énergétique).

Ces compteurs seront à installé par le gestionnaire du compte prorata et suivi par celui-ci.

6.3. Bonnes pratiques à promouvoir

- Éteindre les appareils, éclairages et installations temporaires en dehors des heures de travail.
- Éviter le lavage à grande eau des zones de circulation ; privilégier des méthodes de nettoyage économes.
- Détecter et réparer rapidement toute fuite sur les réseaux provisoires.
- Favoriser, lorsque possible, l'usage d'équipements électriques performants et peu énergivores.

Un bilan global des consommations d'eau et d'électricité sera intégré au rapport de fin de chantier, afin de capitaliser les bonnes pratiques et d'identifier les axes d'amélioration pour les opérations futures.

7. TRANSPORT, CIRCULATION ET STATIONNEMENT

7.1. Principes généraux

Le chantier est situé au sein du campus universitaire de Lille, un site vaste mais réglementé en matière de circulation et de stationnement.

Les déplacements de véhicules de chantier doivent être organisés de manière à limiter les nuisances, éviter les conflits d'usage et garantir la sécurité des piétons et autres usagers du campus.

Chaque entreprise est tenue de respecter le plan de circulation interne et les consignes fixées par la maîtrise d'œuvre et la direction du site.

7.2. Accès et circulation des véhicules

- › Les horaires de livraison et d'évacuation seront définis pour éviter toute gêne avec les autres activités du campus
- › Les accès doivent être maintenus dégagés et sécurisés en permanence
- › Les vitesses de circulation sur site doivent être limitées et adaptées aux conditions de cohabitation
- › Les véhicules doivent être en bon état (absence de fuites d'huiles ou de carburant, système antipollution fonctionnel)
- › Les moteurs doivent être coupés à l'arrêt, notamment lors des opérations de chargement ou de déchargement

7.3. Stationnement

- › Le stationnement doit être strictement limité aux zones autorisées, identifiées dans le plan d'installation de chantier
- › Aucun véhicule d'entreprise ne doit stationner sur les voies de circulation du campus ni sur les espaces verts
- › Le stationnement longue durée sur site doit être évité et réservé aux véhicules indispensables à l'activité du chantier

7.4. Livraison et manutention

- › Les livraisons doivent être planifiées et mutualisées autant que possible entre entreprises pour réduire le trafic et les émissions
- › Les aires de déchargement doivent être stabilisées, sécurisées et nettoyées régulièrement
- › L'usage d'engins de levage ou de manutention doit être coordonné entre les différents corps d'état pour éviter les croisements dangereux

7.5. Prévention des pollutions liées au transport

- › Les déversements accidentels de produits ou d'hydrocarbures doivent être immédiatement signalés et traités (absorbants disponibles sur site)
- › Les pneus et roues des engins doivent être nettoyés avant de sortir du chantier pour éviter le dépôt de boues ou de poussières sur les voies
- › Les entreprises sont encouragées à favoriser le recours à des véhicules récents, conformes aux normes Euro en vigueur, ou à mutualiser leurs transports

8. SANTE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

La sécurité et la santé des intervenants sont des priorités absolues sur le chantier.

Chaque entreprise est tenue de respecter strictement la réglementation en vigueur, ainsi que les prescriptions du CSPS de l'opération.

8.1. Principes généraux

- › Tous les intervenants doivent disposer des équipements de protection individuelle (EPI) adaptés à leurs tâches (casque, gants, chaussures de sécurité, protections auditives, lunettes, etc.)
- › Les zones de danger (chutes de hauteur, engins en mouvement, manutentions lourdes, produits chimiques, etc.) doivent être signalées et balisées
- › Les postes de travail doivent rester propres, rangés et dégagés, afin de limiter les risques d'accident
- › Toute situation dangereuse ou incident doit être signalé immédiatement au pilote de chantier et au coordinateur SPS

8.2. Produits et substances dangereuses

- › Les produits utilisés doivent être conformes à la réglementation REACH et accompagnés de leurs fiches de données de sécurité (FDS)
- › Leur stockage doit se faire dans des zones ventilées, protégées des intempéries et clairement identifiées
- › Les entreprises doivent veiller à limiter l'usage des produits nocifs et privilégier, lorsque possible, des alternatives à faible impact sanitaire et environnemental

8.3. Conditions de travail et hygiène

- › Des locaux de vie et de repos conformes (sanitaires, vestiaires, point d'eau, réfectoire) doivent être mis à disposition du personnel de chantier
- › Ces installations devront être entretenues régulièrement pour garantir des conditions d'hygiène satisfaisantes
- › La consommation d'alcool et de substances illicites est strictement interdite sur le site
- › Chaque entreprise doit sensibiliser ses équipes aux gestes de sécurité, d'ordre et de propreté

8.4. Coordination et sensibilisation

- › Le coordinateur SPS veille à la bonne application des mesures de prévention et à la cohérence entre les différents intervenants
- › Des réunions de sensibilisation ou de rappel pourront être organisées pour renforcer la vigilance sur certains risques (travail en hauteur, manutention, coactivité, etc.)
- › Le respect des règles de sécurité et de propreté conditionne la bonne image du chantier et la réussite collective de l'opération

9. SUIVI, CONTROLE ET AMELIORATION

La mise en œuvre d'un chantier à faibles nuisances repose sur le suivi régulier des bonnes pratiques et sur l'amélioration continue des comportements de l'ensemble des intervenants.

Chaque entreprise doit participer activement à ce processus.

9.1. Organisation du suivi

Le pilote de chantier assure la coordination et la vérification de l'application de la charte.

Des visites de contrôle sont réalisées périodiquement afin d'évaluer :

- › La propreté générale du site
- › le respect du tri et du stockage des déchets
- › la maîtrise des nuisances (bruit, poussières, émissions)
- › la sécurité et les conditions de travail

Des grilles d'audit ou de suivi peuvent être utilisées pour objectiver les constats.

9.2. Non-conformités et actions correctives

Toute non-conformité constatée (propreté, tri, sécurité, nuisances, etc.) fait l'objet d'un signalement immédiat à l'entreprise concernée.

Celle-ci doit mettre en œuvre les actions correctives sous 48 heures et en informer le pilote de chantier.

En cas de manquements répétés, des mesures contractuelles pourront être appliquées (retenues, suspension d'accès, etc...). Ils seront sanctionnés par des pénalités prévues au CCAP.

9.3. Amélioration continue

Les entreprises sont encouragées à proposer des initiatives visant à réduire les impacts du chantier (meilleure organisation logistique, réemploi, outils plus silencieux, etc.).

Des retours d'expérience pourront être partagés lors des réunions de coordination pour valoriser les bonnes pratiques.

En fin d'opération, un bilan de chantier propre sera établi par la maîtrise d'œuvre, incluant :

- › Le taux de valorisation des déchets
- › Les points forts et les difficultés rencontrées
- › Les enseignements à capitaliser pour les futurs projets du campus

10. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Par la présente charte, l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier de réhabilitation et mise en sécurité incendie des bâtiments M1 et P1 de l'Université de Lille s'engagent à respecter et à faire respecter les principes, exigences et bonnes pratiques décrits dans ce document.

Chaque titulaire de marché reconnaît que cette charte :

- › Constitue un référentiel commun pour l'ensemble des acteurs du chantier
- › Vise à garantir un chantier exemplaire, respectueux de son environnement, des personnes et du site universitaire
- › Participe à la qualité globale de l'opération et à la valorisation de l'image du maître d'ouvrage et des entreprises

L'entreprise signataire s'engage notamment à :

- › Appliquer l'ensemble des mesures décrites dans la présente charte
- › Sensibiliser son personnel et ses sous-traitants aux bonnes pratiques attendues
- › Collaborer activement avec la maîtrise d'œuvre et le coordinateur SPS pour assurer un suivi continu et transparent des engagements pris

Le non-respect des principes de cette charte pourra entraîner des rappels à l'ordre, voire des mesures contractuelles correctives conformément aux dispositions du marché.

Fait à :

Le :

Nom et fonction du signataire :

Entreprise :

Signature et cachet :

(Précédée de la mention « Lu et approuvé, bon pour engagement »)